

# transform!

Réseau européen pour une pensée  
alternative et un dialogue politique

## La Bosnie-Herzégovine en feu. Révolution à la périphérie de l'Europe

*Auteur Mate Kapovic - 12 février 2014*

Le 7 février, les bâtiments du gouvernement étaient en feu dans toute la Bosnie -Herzégovine. Les habitants de la Bosnie-Herzégovine, longtemps silencieux, ont décidé de dire ce qu'ils pensaient. Et quand ils l'ont fait, ce ne fut pas avec des mots – mais ce fut un rugissement. Il y eut du feu, des pierres et de violents combats avec la police.

L'image la plus impressionnante et la plus symbolique des premiers jours de la rébellion a été celle d'un bâtiment gouvernemental en flammes à Tuzla, la ville où tout a commencé, avec des graffiti « mort au nationalisme. Comme le nationalisme était l'argument préféré de toutes les élites politiques de Bosnie-Herzégovine pour justifier leur oppression politique et économique, c'était un message très fort.

Les premiers ministres des cantons de Bosnie-Herzégovine ont commencé à démissionner, l'un après l'autre. Le dimanche 9 février, le Premier ministre croate Zoran Milanović est allé à Mostar, une ville de Bosnie-Herzégovine ayant une importante population croate, pour y rencontrer les dirigeants croates de là-bas, alors que le président de la République de Srpska (la partie serbe de Bosnie et -Herzégovine), Milorad Dodik, a été convoqué en Serbie pour rencontrer le premier vice-président Aleksandar Vučić (le dirigeant officieux de la Serbie). Les raisons sont claires. Les élites politiques de Croatie et de Serbie craignent, entre autres choses, que ce que certains appellent déjà la «révolution de Bosnie» ne déborde sur leur territoire.

Sans aucun doute, la situation économique en Bosnie-Herzégovine est terrible. Le pays était autrefois connu pour ses nombreuses usines et une classe ouvrière puissante - les armoiries de l'ancienne République socialiste de Bosnie-Herzégovine (partie de la Yougoslavie) portaient des cheminées d'usine pour la représenter. Maintenant, beaucoup de ces usines sont fermées, le reste est privatisé par des sociétés étrangères ou une classe capitaliste récente, et dans certaines d'entre elles les travailleurs travaillent mais ne perçoivent pas leurs salaires (ce qui est assez fréquent dans le capitalisme post-yougoslave). Le pays a un taux de chômage d'environ 45%. La Croatie et la Serbie voisines ne sont pas en aussi mauvais état, mais leurs élites ont aussi beaucoup de raisons de s'inquiéter, car la situation générale est également très

loin d'être encore quelque peu satisfaisante. Par exemple, le chômage des jeunes en Croatie est d'environ 53 %, derrière la Grèce et de l'Espagne dans l'Union européenne.

La rébellion explosive et, dans certains cas, assez violente en Bosnie-Herzégovine avait ses propres raisons locales - la pauvreté endémique, de grandes inégalités, un appareil bureaucratique énorme et la succube politique et capitaliste au maximum. Toutefois, ce soulèvement en Bosnie est aussi partie intégrante des soulèvements du monde de ces deux dernières années. Après le déclenchement de la crise économique en 2008 et quelques années de choc initial, une vague de protestations et de grands soulèvements a débuté en 2011 avec le Printemps arabe, le mouvement des Indignés en Espagne et Occupy Wall Street aux Etats-Unis. L'année dernière, nous avons vu d'importants soulèvements en Turquie et au Brésil. L'ex-Yougoslavie n'a pas été épargnée par cette vague. Déjà en 2011, il y a eu de grandes manifestations « Facebook » en Croatie durant tout le mois en mars. Bien que politiquement très hétérogène, c'était aussi la première fois que des messages ouvertement anti-capitalistes ont été affichés dans tous les pays post-yougoslaves et les protestations sous diverses formes ont anticipé le mouvement des Indignés et OWS, partageant avec eux un commun esprit clair. En mars 2012, la Slovénie a été secouée par un « soulèvement slovène » populaire qui a influencé énormément le discours public dans le pays et a donné lieu à de nouvelles forces politiques (telles que l'Initiative pour le socialisme démocratique potentiellement prometteuse). En 2014, ce fut le tour de la Bosnie-Herzégovine. Elle était la dernière à réagir, mais sa réponse a été de loin la plus puissante.

Après le début de la rébellion, presque tous les analystes ont insisté sur le fait que celle-ci était inévitable et qu'ils étaient certains que cela devait arriver tôt ou tard. Bien sûr, ce n'est pas vrai. Bien que la situation en Bosnie-Herzégovine ait en effet été catastrophique, avant tout cela la plupart des analystes ont affirmé que ce genre de soulèvement était impossible parce que les gens sont passifs, inertes et divisés par le nationalisme. Mais, comme c'est souvent le cas, il y avait une étincelle imprévisible et tout s'est rapidement développé à partir de là.

Le soulèvement a commencé à Tuzla, une ville dans la partie nord-est du pays et ayant une longue tradition de gauche et de la classe ouvrière. « Une ville différente », comme on le prétend souvent, parce que le nationalisme ne s'y est jamais établi fermement, contrairement au reste du pays. Il n'est donc pas étonnant que ce soit cette ville qui se trouve dans l'œil du cyclone. Là, les travailleurs d'usines privatisées (comme Dita, Polihem et Konjuh) protestaient pacifiquement pour diverses raisons depuis un certain temps. Le 5 février, ils ont été rejoints par des jeunes de la ville, des chômeurs et autres et la protestation a commencé à dégénérer, la propagation dans les jours suivants à la plupart des régions (les actions les plus importantes ayant lieu à Tuzla, Sarajevo, Zenica, Mostar et Bihac, qui sont parmi les plus grandes villes du pays), l'essentiel des affrontements violents et des incendies s'est produit le vendredi 7 février.

Les protestations étaient clairement spontanées et avaient des revendications sociales à leurs racines. De nombreux manifestants ont affirmé qu'ils n'avaient tout simplement rien à manger, qu'ils avaient été au chômage pendant des siècles et exprimaient un profond mépris pour l'élite politique et économique criminelle. Bien que la rébellion ait eu lieu dans la plupart des régions de Bosnie habitées par les Bosniaques musulmans (que les nationalistes croates et serbes étaient heureux et prompts à désigner), la rébellion était clairement sociale et non nationaliste – mis à part des provocations, des actes de sabotage et des marginaux -. Bien sûr, les manifestations sont, comme c'est souvent le cas, hétérogènes, par exemple, un grand

nombre de fans de football rejoignant les rangs de l'aile militante des manifestants. Les protestations se produisent encore principalement dans certaines régions du pays où les Bosniaques sont prédominants, mais il y a quelques exceptions. A Mostar, la ville du sud-ouest du pays, des Croates et des Bosniaques ont incendié le siège des deux principaux partis nationalistes croates et bosniaques (HDZ et SDA). Des Croates ont également participé à des protestations à Livno et Orašje, tandis que des Serbes ont organisé des manifestations et des rassemblements à plus petite échelle à Prijedor, Banja Luka, Bijeljina et Zvornik.

Bien que les manifestations soient nettement sociales, la question nationale, utilisée dans leur avantage par les élites politiques (mais pas totalement infondée dans le cas des Croates en Bosnie-Herzégovine), pose encore un grand problème. Beaucoup de Croates et de Serbes en Bosnie-Herzégovine sont encore méfiants et redoutent que les protestations ne prennent une tournure politique différente, citant, par exemple, l'évolution islamiste de la révolution égyptienne (bien que ce genre de scénario soit hautement improbable en Bosnie-Herzégovine). Ce genre de peur est fortement encouragé par les élites politiques et les médias, qui cherchent à empêcher les manifestations dans les parties croates et serbes de Bosnie-Herzégovine. Dans ce cadre, un large éventail de théories du complot a gagné une certaine popularité. Ainsi, les politiciens nationalistes bosniaques affirment que tout cela est un complot contre les Bosniaques, et les politiciens nationalistes croates prétendent que tout cela est un complot contre les Croates et les politiciens nationalistes serbes prétendent que tout cela est un complot contre les Serbes. Il est également très significatif que les intellectuels et les médias nationalistes croates et serbes coopèrent silencieusement en essayant désespérément de prouver que nous n'avons affaire qu'à un « printemps bosniaque ».

Pourtant, tous ne sont pas sujets à ce type de propagande nationaliste. Par exemple, un syndicat de Drvar (dont la plupart des membres sont serbes) a apporté son soutien aux manifestants pour la plupart croates de Livno. En outre, l'organisation des vétérans de la partie serbe du pays a ouvertement averti son président, Milorad Dodik, qu'il devait absolument commencer à traiter les problèmes sociaux, l'injustice, les crimes de privatisation etc, ou autres. Cependant, à Bijeljina (dans la partie serbe de la Bosnie-Herzégovine) les manifestants soutenant la rébellion ont été accueillis par une contre-manifestation des nationalistes serbes. La même chose s'est produite lors d'une manifestation de solidarité à Belgrade en Serbie (en même temps, le syndicat de la police en Serbie a proclamé que dans le cas où les manifestations déborderaient sur les frontières de Serbie, ils n'interviendraient pas contre les manifestants). En Croatie, toutefois, les militants de droite et de gauche organisent dans les prochains jours des manifestations inspirées par ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine.

La situation en Bosnie-Herzégovine est très tendue en ce moment. Certains intellectuels et des personnalités publiques sympathisants de gauche se apportent leur soutien aux manifestations, mais la plupart des médias et l'ensemble de la classe politique sont unis contre eux. Il y a beaucoup de revendications nationalistes, de théories du complot, de faux manifestes, de fausses déclarations, de rapports, de récits inventés etc. Les élites et les intellectuels du régime tentent autant que possible de maintenir le statu quo. Pourtant, il est évident qu'il y a beaucoup de confusion dans les milieux libéraux, conservateurs et nationalistes. Leurs outils d'analyse et modèles explicatifs ne sont pas vraiment adaptés pour faire face à ce genre d'évolution, car ils ne peuvent pas vraiment percevoir la classe ouvrière, les chômeurs et les pauvres comme des sujets politiques très actifs. À cela s'ajoute un grand nombre de petits bourgeois faisant la morale sur les bâtiments brûlés, les « hooligans », la violence "inutile" et ainsi de suite. Les libéraux et les conservateurs appellent à des manifestations « pacifiques et dignes », même s'il est clair que s'il n'y avait pas eu de violence, rien de cela n'aurait pu se

produire, et en dépit du fait que la coordination minutieuse de la politique et les médias ont maintenant clairement démontré que la démocratie et la «liberté de la presse» bourgeoise ont un sens.

Comme toujours, les médias soulignent que les manifestants ne savent pas ce qu'ils font, qu'ils n'ont pas d'objectifs clairs. Mais ce n'est pas vrai. Les revendications des manifestants se clarifient de jour en jour. Par exemple, les travailleurs et les manifestants de Tuzla, qui sont les plus progressistes, politiquement cohérents et clairs, ont exigé un retour en arrière sur les privatisations de Dita, Polihem, Poliolhem, Gumara et des usines Konjuh, la protection de la santé des travailleurs, la lutte contre les crimes économiques, la confiscation des richesses acquises illégalement, les nationalisations d'usines et le contrôle des travailleurs, des salaires plus équitables, en réduisant les privilèges de l'élite politique, etc. Il est encore difficile de dire ce qui va en sortir et ce qui n'est que de la rhétorique.

Une des choses les plus intéressantes pour la gauche est peut-être l'apparition du corps révolutionnaire organisé appelé « plénum », à Tuzla, cœur de la rébellion (où l'ancien gouvernement a remis sa démission il y a quelques jours). Les manifestants dans la capitale Sarajevo et dans la ville de Zenica tentent également d'organiser un plénum. Le plénum (ou assemblée générale) est comparable dans son essence aux soviets russes originels. Les manifestants s'en servent pour prendre des décisions collectives et formuler des exigences d'une manière démocratique directe. Ce qui est intéressant, c'est que l'idée du plénum, en tant qu'organe politique de protestation pour la prise de décision démocratique, vient de la grande vague croate des occupations étudiantes en 2009, que le mouvement étudiant croate a eu l'idée de reprendre au mouvement étudiant de Belgrade de 2006. C'est un bel exemple de coopération militante et des influences réciproques de la gauche post-yougoslave.

Certaines des exigences du plénum de Tuzla, acceptées par ce qui reste de l'ancien gouvernement, étaient la formation d'un nouveau gouvernement de canton de transition, constituée de candidats proposés par les gens de la région, à l'exclusion des personnes déjà compromises par leur participation à des gouvernements précédents ou en étant membres des anciens partis politiques. Le gouvernement nouvellement élu devrait également percevoir des salaires beaucoup plus bas et ne pas avoir de privilèges supplémentaires. Tout le monde peut participer, discuter et voter au plénum, à l'exception des membres des anciens partis et gouvernements (ce qui constitue essentiellement cette « dictature du prolétariat », pour reprendre des termes classiques. Ce type de prise de décision démocratique est très louable, pour l'instant, cela semble une chose temporaire, mais ce type de décision est très problématique pour représenter l'ensemble de la ville (voire du canton). Le 10 février, la session du plénum Tuzla a réuni, selon les participants, environ 200 personnes, alors que l'ensemble de la population de Tuzla est d'environ 130 000 personnes.

Il est impossible de dire comment les événements vont évoluer. Une chose est certaine, la Bosnie-Herzégovine (et la région) ne sera pas la même après cela. On pourrait dire que déjà beaucoup (au moins symboliquement) a été accompli, en particulier lorsque l'on considère le fait qu'en Bosnie-Herzégovine (et dans l'ex-Yougoslavie en général) il n'y a pas d'organisations de gauche de masse (ou même un peu développées). Les idées et le débat public ont déjà évolué. Les élites craindront certainement plus les gens à l'avenir, pas seulement en Bosnie-Herzégovine. On peut espérer que tout cela va aider à la formation et à la croissance des forces progressistes et des organisations dans le pays.

Les développements dramatiques en Bosnie-Herzégovine ont causé beaucoup d'émotion dans le pays lui-même et dans les pays voisins. Cependant, à l'Ouest, les événements de Bosnie-Herzégovine ont été largement ignorés. Alors que les médias occidentaux consacrent beaucoup d'attention à l'Ukraine, où l'Union européenne et l'Ouest ont des intérêts acquis concrets, le bouleversement social en Bosnie-Herzégovine (certes, pour être honnête, un pays beaucoup plus petit), n'est clairement pas quelque chose de réjouissant pour les élites capitalistes / libérales européennes (surtout depuis que la Croatie voisine est devenue le plus récent membre de l'UE), et est le plus souvent ignoré.

Mais je trouve étonnant que la gauche en Europe de l'Ouest soit aussi si peu au courant de ce qui se passe dans notre région. Ce n'est, malheureusement, pas vraiment surprenant, mais ce n'est pas glorieux pour des forces politiques qui se vantent de leur internationalisme. La gauche, en particulier la gauche dans les pays occidentaux développés, doit travailler beaucoup plus dur à surmonter son « esprit de clocher ». La gauche, qu'elle soit intellectuelle / universitaire ou parlementaire, devrait être internationaliste pas seulement en théorie mais aussi en pratique. Ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine est tout à la fois très intéressant et important pour la gauche en général.

Vous trouverez une lettre ouverte de soutien aux citoyens de Bosnie-Herzégovine (publiée le 12 février 2014 sur le site du CADTM) à droite à « Documentation ».

## **Tsipras et Schulz**

*Par Theodoros Paraskevopoulos - 5 février 2014*

Jusqu'à présent, Alexis Tsipras est le seul candidat officiel à la présidence de la Commission européenne - le Parti de la gauche européenne a accepté lors de sa convention cette nomination pertinente. Il est presque certain que les socialistes et les démocrates d'Europe (il y a là une curieuse distinction, n'est-ce pas ?) désigneront leur propre candidat le 1er mars, à savoir l'actuel président allemand du Parlement européen et tête de liste SPD au scrutin européen.

D'autre part, les conservateurs, qui doivent également prendre une décision en mars, ne sont pas d'accord entre eux parce que Merkel ne supporte pas Juncker, alors que Barnier (l'autre candidat disponible) est un très mauvais candidat. On spéculait que le nom de Schulz fait partie de l'accord entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates pour la formation d'un gouvernement de coalition en Allemagne ; si elle est confirmée, la probabilité de sa nomination en tant que président est forte, se présentant ainsi avec le soutien de la gouvernement allemand.

Les citoyens des Etats membres de l'Union auront cette année pour la première fois l'occasion, en plus de l'élection des membres du Parlement européen, d'exprimer leur opinion en ce qui concerne le président de la Commission en votant pour la liste des le parti soutenant chaque candidat. Ce sera un avis non contraignant, cependant, puisque la personne réelle sera choisie dans une négociation inter-étatique et inter-partis, même si l'expression de centaines de millions de citoyens n'est pas sans signification politique. En effet, les différents candidats représentent aussi différents points de vue et tendances politiques sur la question de l'évolution future de l'Europe.

Pour les électeurs grecs, ce qui pourrait avoir de l'importance, c'est que pour la première fois l'un d'eux, un homme grec, concourt pour ce poste clé de l'Union. Plus important encore cela va permettre de faire apparaître avec plus de justesse, ce que représente chaque candidat en ce qui concerne le cours de l'Union ainsi que sa politique à l'égard de notre pays. Ainsi, Martin Schulz est venu ici un certain nombre de fois et a exposé son avis sur la politique grecque de l'Union. La première fois que ses déclarations ont eu une large publicité, c'était au printemps 2012. Il avait à l'époque fait une apparition en tant qu'agent de la Troïka et du memorandum. Un de ses arguments alors, au cours d'une rencontre avec Alexis Tsipras, était qu'il avait personnellement vaincu les objections au sein de son parti au cours de la période du vote au Bundestag du « paquet d'aide » - la bouée de sauvetage en plomb, comme l'a qualifiée par un membre Die Linke du parlement. En effet, dit-on en Allemagne, il a dépensé avec succès beaucoup d'énergie pour contenir les objections soulevées par les membres sociaux-démocrates du Parlement qui soutenaient, en phase avec la gauche européenne, que le paquet de sauvetage aboutissait à un accord de sauvetage pour les grands banquiers européens et pas pour les citoyens ordinaires de Grèce. À l'époque, ses déclarations, faites à l'entrée de la Maison du Parlement grec, ont traduit très clairement la position que toute résistance contre les politiques du memorandum était en veine - déclarations dont les partis pro-mémorandum font usage contre la gauche. Actuellement, quand même le président des socialistes européens, l'Autriche Swoboda, avec retard, comme l'a justement fait remarquer par Nikos Houndis, parle en termes d'annulation « progressive » (ce qui signifie quand, au juste?) par la troïka au motif qu'elle est sous contrôle démocratique, Martin Schulz évite de soutenir cette demande. Il est, donc, un Merkeliste patenté, et la spéculation qu'il sera en définitive approuvé par la dame de fer de Berlin est tout sauf infondée.

Selon toute vraisemblance, aux élections européennes, il y aura, pour le président du bureau de la Commission, deux tours de scrutin. D'une part, le bulletin de vote Schulz, signifiant la poursuite de la même voie désastreuse pour la construction de l'Union européenne ainsi que pour la politique grecque de l'Union. En Grèce, ce vote sera représenté – qu'ils finissent par aller ensemble ou séparément - par le PASOK, DIMAR, et le camp démocratique progressiste nouvellement créé, avec l'éventualité d'être rejoints par la Nouvelle Démocratie si les sociaux-démocrates et les conservateurs forment effectivement un pacte en Europe. En face ce sera le vote Tsipras, représenté en Grèce par le vote pour Syriza, qui effectue un virage à 180 degrés : arrêt immédiat de l'austérité qui nourrit la crise, re - dynamisation harmonisée des économies de la zone euro, croissance combinée avec la transformation écologique de la production et rôle de premier plan donné aux travailleurs et non aux banquiers ; ce dernier objectif doit s'accompagner du plein emploi, stable et correctement rémunéré, de la démocratie et de l'égalité politique complète pour les Etats membres de l'Union, d'une politique européenne d'immigration basée sur un cadre de « double solidarité européenne », c'est à dire, vers l'extérieur, par une assistance accrue à la croissance endogène des pays d'origine, et, en même temps, vers l'intérieur, par une répartition équitable de tous les immigrants économiques et réfugiés dans l'Union européenne, et leur intégration en douceur dans les pays de destination, à commencer par une révision ou refonte du règlement Dublin II. Enfin, le bulletin de vote SYRIZA implique un nouveau système européen de sécurité, fondée sur la négociation, sur une diminution méthodique en matière d'armements, et sur une politique pacifique non- militariste à l'égard des états tiers.

Telle est l'alternative. Et lorsque le secrétaire de DIMAR, revenant sur une déclaration précédente, annonce que son parti ne soutiendra pas la candidature de Tsipras parce qu'il a décidé de s'associer aux socialistes et démocrates européens, ce qui signifie au parti de Martin Schulz, il devrait prendre parti par rapport à cette alternative, au lieu d'entrer en concurrence

avec Venizelos pour gagner les faveurs de Schultz.

Le texte a été publié en grec dans Avgi le 28 janvier.

## **Lutz Holzinger 1944 - 2014**

12 février 2014

Deux jours avant son 70ème anniversaire, Lutz Holzinger est mort dans la nuit du 12 février. Au cours de ces trois dernières années, Lutz a été co-rédacteur en chef de l'édition en anglais de la revue transform!.

Lutz était emblématique du journaliste communiste au meilleur sens du terme, toujours au courant de l'actualité, de grande culture, curieux de tout et avisé dans ses jugements. Depuis 40 ans, il était membre du Parti communiste d'Autriche, mais, en tant que journaliste, il est toujours resté fidèle à son indépendance. Il a travaillé pour de nombreux médias appartenant et liés au parti et était toujours prêt à apporter son aide pour écrire un article. Mais son champ d'intervention allait bien au-delà. On pouvait également trouver ses contributions dans les journaux syndicaux et de nombreux autres médias progressistes comme Uhdla. La série dont il est co-auteur pour Augustin avec Clemens Staudinger sur la Raiffeisen Corporation, qui a été publiée en livre l'an dernier, est devenue légendaire.

Lutz est né à Wels en 1944. Il a étudié la littérature à Vienne et a obtenu un doctorat. Il est venu à Volksstimme par l'ORF, la société de radiodiffusion autrichienne, et à Nouveau-Forum et a été membre de la rédaction du journal depuis 1975. Il a dirigé de nombreuses rubriques et a été promu vice-rédacteur en chef. Quand il était rédacteur en chef, il a dû reconvertir le quotidien en hebdomadaire publié depuis deux ans sous le nom de Salto. Depuis plusieurs années, jusqu'à sa retraite, Lutz travaillait pour le journal Auto und Wirtschaft.

Le premier livre de Lutz, « Der produzierte Mangel - Warenästhetik und kapitalistisches Krisenmanagement », a été publié en 1973. En 1994, il publie son " Weissbuch Schwarzgeld " (Livre blanc – L'argent illégal), où il aborde les pratiques de jongleries financières dans le cadre des campagnes menées dans les tabloïds contre les « parasites sociaux ».

En 2010, le livre " Das Gespenst der Armut " (Le Spectre de la pauvreté) a été publié ; il revient encore sur la logique anti-sociale des politiques économiques néolibérales et leur gestion de la pauvreté.

En tant que spécialiste de la littérature communiste, Lutz Holzinger grâce à un essai a contribué à la Jura Soyfer Anthology publiée en RDA en 1976. C'était la première fois que le roman " So starb eine Partei " était publié en version imprimée. Lutz avait une part importante à la Renaissance Jura Soyfer au cours de ces années.

Lutz était membre fondateur du Groupe de travail des producteurs autrichiens « Littérature », où des écrivains aussi célèbres que Elfriede Jelinek, Michael et Peter Turrini Scharang ont débuté leur carrière. Lutz a également été membre de la Grazer Autor\_Innenversammlung et a écrit un livre sur Adalbert Stifter et son oeuvre.

Lutz Holzinger, le sportif, était un joueur de handball enthousiaste et un pilier de l'équipe de football de *Volksstimme*. C'était un collègue et camarade attentif, solidaire et altruiste. Ainsi, il a été un modèle pour plusieurs générations de journalistes progressistes et communistes. En Lutz, nous avons perdu un bon ami. En ce moment difficile, toute notre compassion et notre sympathie vont à son épouse Elisabeth, à ses enfants et toute la famille.

## Dilemmes pour les travailleurs tchèque en 2014

*Auteur Vladimir Sedlacek - 17 février 2014*

Actuellement, il existe deux mesures positives immédiates prises par le nouveau gouvernement tchèque : il a aussitôt baissé les frais d'hospitalisation de 100 CZK (environ 4 euros) par personne par jour, et il a continué de refuser la privatisation de la Poste tchèque, programmée par les précédents gouvernements de droite.

Le taux de chômage en République tchèque a augmenté au début de 2014. Son taux officiel s'élève à 8,6%, ce qui signifie une augmentation de 0,6 %, ou de près de 43 500 personnes depuis l'année précédente. La situation la pire touche les personnes entre 55 et 60 ans (les chiffres diffèrent fortement, cependant, allant de 13 à 20% de sans emploi dans ce groupe d'âge), et les jeunes entre 15 et 24 ans ( plus de 15 % ). En outre, depuis l'année dernière, le PIB a chuté de 1,2% et l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,4 %, la production industrielle a augmenté de 6,2% en général, mais l'industrie de la construction a enregistré baisse de 9,3 %.

Le salaire réel a augmenté d'environ 0,1%. Les chiffres de la fin de janvier montrent près de 630 000 personnes sans aucune sorte de travail (parmi elles, 47 % sont des femmes) ; toutefois, certaines estimations officieuses (faites par les centrales syndicales) affirment qu'environ 800.000 personnes sont au chômage. Les autorités disent qu'il peut y avoir jusqu'à plusieurs milliers d'emplois non pourvus, mais il s'agit plutôt une image déformée, donnée sans aucune tentative d'explication. Une expérience de travail est souvent exigée. Mais comment en avoir, si on est un élève fraîchement sorti, n'ayant pas travaillé jusqu'à présent ? Les personnes de plus de 50 ans sont refusées, en raison de leur âge (récemment même plus jeunes), les entreprises les considèrent comme "sans perspectives ". Tout le monde ne peut pas devenir auto-entrepreneur, mais c'est exactement ce à quoi poussent les bureaux de l'emploi fortement.

Le taux d'inflation officiel du pays est de 1,4%. Mais, comme l'a récemment présenté à une étude, l'inflation perçue par les consommateurs est de 3,9%. Mais la hausse des prix ne lui correspond. Au cours de l'année dernière, les prix de certaines denrées alimentaires de base ont considérablement augmenté (pommes de terre, de plus de 40 %, mais aussi d'autres sortes de légumes, des produits laitiers et des pâtes...). Les prix de certains produits de base ont baissé un peu, mais il est survenu après une précédente augmentation choc des prix en 2013 (par exemple, le prix des œufs).

Pauvreté. 1,5 millions de tchèques sont directement menacés par la pauvreté et l'exclusion sociale. Le seuil de pauvreté officiel se trouve à 9680 CZK (environ 350 Euros). Dans l'ensemble de la République tchèque, 990 000 personnes vivent sous ce seuil - dont 256 600 enfants et 10 200 personnes âgées de plus de 65 ans.

Au cours de l'année dernière, la réglementation des relations de travail ainsi que la situation des droits syndicaux ont été considérablement aggravées. La société tchèque, du fait de la politique néo-libérale menée par les gouvernements successifs, s'est considérablement appauvrie, et le fossé des inégalités de revenus s'est rapidement élargi. Le gouvernement du Premier ministre Necas a réduit les droits économiques et sociaux des salariés sur une plus grande échelle et plus. Cela a poussé certains employeurs à créer leurs propres règles de travail, sans respecter le Code du travail. Les risques entrepreneuriaux ont été transférées sur les salariés. Il n'est pas rare que les employeurs privent leurs salariés du droit de se syndiquer et de constituer des organisations syndicales, sous menace de licenciement. Les employeurs



obligent leurs salariés à accepter des paiements en espèces, sans les déclarer à l'administration fiscale ou aux organismes d'assurances médicales et sociales.

Un paradoxe. Lors des élections début octobre 2013, on a encore pu constater un paradoxe dans la pensée de la majorité des gens : bien que leur niveau de vie ait constamment baissé, ils n'ont pas voté en fonction de cela. Les gens ne votent pas selon les programmes électoraux, et - pire encore - ils votent contre leurs propres intérêts. Pourtant, il est un point de vue largement répandu « certes, nous faisons le pire, mais les communistes se précipitent vers le pouvoir ». Ce point de vue est soutenu sans équivoque par les médias traditionnels. D'autre part, le Parti social-démocrate n'a pas non plus de soutien suffisant de l'opinion publique, au lieu des 30% promis par les sondages, il n'a obtenu que 20,45 %. Bien que le parti se présente souvent comme de droite, anti-populiste et en faveur du capital, les deux mesures évoquées ci-dessus peuvent être très positives pour les gens ordinaires. Elles peuvent être utiles pour le parti aux yeux du grand public.

Après les élections européennes, et après celles des parlements locaux, qui se tiendront à l'automne prochain, nous en saurons davantage.

## **Rapport de Conférence européenne à Madrid**

### **« Université, science et recherche : Résistances européennes et Alternatives »**

Auteur Sigfrido Ramírez - 20 février 2014

Le vendredi 31 janvier, le réseau AKADEMIA de transform! Europe a organisé une conférence de deux jours à Madrid sur la question de l'Université, de la science et de la recherche en Europe. Elle a été accueillie par les trois membres espagnols de notre réseau : la Fondation pour une Europe des citoyens (FEC), la Fondation pour les études marxistes (FIM), et la Fondation catalane L'Alternativa. La conférence a eu lieu le 31 janvier et le 1er février 2014 à la Residencia de Estudiantes / Centre espagnol de la recherche scientifique (CSIC).

Outre les organisateurs, la réunion était soutenue par Marie-Christine Vergiat, membre du Parlement européen du groupe GUE / NGL et du Parti de la gauche européenne. Walter Baier (transform! europe), Eddy Sanchez Iglesias (FIM), Jaime Aja (FEC) et Antoni Barbarà (L'Alternativa) ont présenté les documents à un public d'une cinquantaine de chercheurs universitaires qui ont participé à la réunion de toute la conférence.

L'objectif était de permettre un échange sur les résistances aux réformes néolibérales des universités, des politiques de recherche et de la science dans l'Union européenne. La diversité des rôles joués par les chercheurs dans leurs pays respectifs a marqué l'originalité de cette conférence.

Nous avons pu profiter non seulement des papiers de spécialistes des politiques des universités, de la science et de la recherche (Vicenzo Pavone de la SCCI, Adoration Guaman de l'Université de Valence, Peter Fleissner de l'Université Polytechnique de Vienne, Rainer Zimmermann de l'Université Polytechnique de Munich, Manuel Monleón de l'Université Polytechnique de Valence, José María Díaz Nafria de l'Université de Leon et Janine Guespin de l'Université de Rouen), mais aussi des contributions de personnalités chargées des questions européennes et internationales dans les principaux syndicats de France, d'Espagne et d'Italie (Jean- Paul Lainé et Marc Delepouve de la FSU - SNESUP, Alicia Durán de

Comisiones Obreras, Alessandro Arienzo de la CGIL). Ils ont tous rencontré les membres des commissions parlementaires sur l'éducation (Marie-Christine Vergiat, Front de Gauche, Joan Mena, EUiA, de Catalunya ; Caridad García, Izquierda Unida) et les personnes chargées de l'éducation et de la recherche au parti de la gauche européenne (Enrique Diaz et Rafael Pla d'Espagne, Sonja Crivelli de Suisse, Lena Hulden de Finlande, Sissy Velissariou de Grèce). Comme la conception de l'université que nous défendons est celle d'une communauté au service des citoyens, nous avons également invité le personnel administratif (José Pinel de l'Université de Lyon) à prendre la parole et consacré une séance aux étudiants et chercheurs précaires en invitant certains de leurs représentants associatifs (Jheysson Salas et Lara Manyes d'Espagne, du Portugal Irina Castro et Vincent TALBO de France).

Mais, comme toute lutte intellectuelle et sociale se projetant sur l'avenir doit partir du souvenir des expériences historiques, nous nous avons également fait appel à des chercheurs chevronnés spécialisés dans l'enseignement, la recherche et la science lors de deux interventions importantes. Marco Antonio Rodrigues Dias, ancien directeur du Département d'enseignement supérieur de l'UNESCO, a prononcé le discours d'ouverture expliquant comment le néo-libéralisme conduisant à la marchandisation de la connaissance produite dans les universités, s'est développé au niveau mondial. De son point de vue brésilien expérimenté, il nous a fourni une explication non eurocentrée des alternatives à ces conceptions.

C'est autour des alternatives que nous avons construit la deuxième journée du séminaire en examinant la question des inégalités sociales et de genre à l'université, dans la science et la recherche à travers le prisme de la démocratisation de la connaissance dans la société. Le discours de clôture a été prononcé par Pedro Marset, professeur d'histoire des sciences à l'Université de Murcie, qui est intervenu sur l'importance centrale de la Residencia de Estudiantes et de la Junta de Ampliación de Estudios dans la lutte de la société espagnole pour se libérer par la science et la recherche de l'influence des forces réactionnaires théocratiques. Cette conférence internationale a débouché sur un rapport d'e transform! europe à partir des débats de la conférence et sur une prochaine publication commune sur l'état des résistances et des alternatives. Plus important encore, la conférence a également permis de créer un Groupe de travail stable AKADEMIA science, société et démocratie. Ce groupe s'intéressera à la construction d'alternatives possibles en matière de politique de recherche au niveau européen ; dans le même temps il choisira un secteur-clé, celui de l'énergie, autour duquel mobiliser les citoyens et les chercheurs en quête de participation et de connaissance.

Pour de plus amples échanges, on peut utiliser la plate-forme collaborative du réseau AKADEMIA ; elle est ouverte à tous les chercheurs critiques prêts à contribuer à ce travail (contact : [academia@transform-network.net](mailto:academia@transform-network.net)).

## **Rapport de l'atelier transform! AKADEMIA**

### **Le fil rouge de l'historiographie alternative**

*Auteur Sigfrido Ramírez - 20 février 14*

Le vendredi 14 février 2014, le Réseau AKADEMIA de transform! europe a organisé un atelier sur l'histoire de l'Europe. Cet atelier faisait suite à la réunion de fondation organisée en avril 2013, qui a réuni des historiens travaillant avec diverses organisations membres de notre réseau et a été soutenue par la députée Marie-Christine Vergiat du groupe GUE / NGL (Front de Gauche, France).

Celle-ci a présenté les œuvres de vingt chercheurs qui se sont rencontrés à Paris en 2013. C'est dans ce comité que qu'et discutée la base des programmes financés par l'UE concernant la mémoire historique de l'Europe pour les cinq prochaines années. Elle a clairement montré l'offensive menée en permanence par les députés conservateurs d'Allemagne et d'Europe de l'Est afin d'exercer une hégémonie sur le contenu des programmes officiels comme en témoigne le rapport Migalski sur la mémoire historique dans l'éducation et la culture dans l'Union européenne qui a été rejeté en décembre 2013 à une faible majorité. Le député européen honoraire, Francis Wurtz, a pris la suite et abordé l'évolution du projet de la Maison de l'histoire européenne (MHE) au cours des derniers mois. En tant que membre de son conseil d'administration, il a confirmé l'offensive des conservateurs dans ce projet encore reporté à la mi-2015 et l'influence limitée des représentants progressistes du conseil, comme lui, pour corriger une représentation extrêmement déséquilibrée, non - scientifique et partisane de l'histoire européenne.

Jean-Numa Ducange, maître de conférences à l'Université de Rouen et spécialiste de l'histoire de la gauche en Europe, a enchaîné avec une introduction portant sur les diverses façons possibles pour étudier les apports de la (des) gauche(s) européenne(s) au projet de construction et d'intégration européenne. Gilles Pecout, chef du département d'histoire de l'École normale supérieure de Paris, a discuté les présentations et a souligné la similitude de la MHE à une Maison de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne pour laquelle la droite européenne sous direction allemande a tenté de faire une lecture officielle hégémonique du passé européen.

Au cours de l'après-midi, l'atelier a présenté, comme on l'avait décidé en juin, une première tentative pour élaborer un récit alternatif à celui émis par le comité scientifique de la MHE sur l'histoire de la construction et de l'intégration européenne, préparée par Sia Anagnostopoulou de l'Université Panteion d'Athènes. Elle a été précédée par des réflexions de Serge Wolikow de l'Université de Bourgogne, sur les idées sur l'Europe véhiculées par les initiatives nationales pour commémorer le centenaire de la Première Guerre mondiale.

Le débat a été riche en conclusions et initiatives. En tant que force organisée, derrière cette lecture déséquilibré de l'histoire de l'Europe, nous identifions la plate-forme existante de la mémoire et de la conscience européenne créée par les gouvernements très conservateurs de l'Europe de l'Est et soutenue par les institutions de recherche à financement public et les députés européens associés au Groupe de Réconciliation des Histoires européennes.

Nous avons convenu que, pour contrer leur influence, nous devons lancer un appel d'historiens progressistes, des centres d'archives, des musées, des mouvements commémoratifs et des gouvernements pour étudier les usages publics de l'histoire tels que les promeut la MHE. Nous allons essayer de les réunir lors d'une grande conférence organisée fin 2014 au cours de laquelle nous continuerons également à élaborer les grandes lignes d'une interprétation historique alternative qui constitue la base d'une exposition virtuelle sur la construction et l'intégration de l'Europe du 19e siècle à nos jours. Il a également été convenu qu'en 2015, une conférence sera organisée sur la contribution (le fil rouge) de la (des) gauche(s) à ce processus à long terme.

## **Une autre Europe est possible**

### **Parution de la Newsletter n ° 2 de l'Alter Sommet**

*11 février 2014*

Depuis décembre 2013, l'AlterSummit publie un bulletin mensuel. Vous pouvez lire et télécharger ici le n° 2.

L'AlterSummit est un réseau d'organisations, de syndicats et de mouvements sociaux de toute l'Europe qui veulent unir leurs forces pour s'opposer à une Europe contrôlée par la troïka et les mesures d'austérité, une Europe raciste, xénophobe nationaliste et patriarcale, une Europe de la dette, des multinationales et des banques ; son objectif est de construire une véritable démocratie.

Le travail en 2014 sera centré autour de trois thèmes principaux :

1. Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement
2. La troïka et les politiques d'austérité de l'Union européenne
3. La montée de l'extrême droite

Vous trouverez la newsletter en pdf sur à droite, sur «Documentation».

Merci de la diffuser !

Pour vous abonner, vous pouvez suivre ce lien.

## **Réalisations et projets**

### **Les travailleurs et l'Université Punks et le socialisme en Slovénie**

*3 février 2014*

Dix ans ont passé, depuis l'achèvement du processus d'élargissement de 2004, qui, en plus de deux autres extensions, a intégré dans l'Union européenne la plupart des sociétés post-socialistes du continent. Il est depuis lors devenu évident que ce qui avait été annoncé comme l'entrée triomphale dans le monde de la prospérité, a apporté grande déception à la partie orientale du continent, déjà marqué par des décennies de transition tumultueuse.

#### **Lancement de l'Initiative pour le socialisme démocratique**

De grandes manifestations, souvent sans précédent dans l'histoire récente, se sont succédé : depuis la Hongrie déjà en 2006 en passant par la Roumanie, la République tchèque et la Slovaquie en 2012 jusqu'à la Bulgarie et la Slovénie en 2013. Les récents événements en Ukraine sont peut-être le revers de la même médaille et ce n'est qu'un début.

Alors que la tendance est évidente, les résultats de ces bouleversements sont loin d'être prévisibles. Les déceptions, nullement limitées à la périphérie de l'Europe, comprennent notamment la montée de la politique d'extrême droite, le populisme à courte vue et la technocratie apparemment apolitique, sans oublier mentionner toujours plus de l'austérité qui, en premier lieu, a poussé la périphérie au bord du gouffre.

En Slovénie, il reste encore à voir qui va tirer profit d'un mécontentement qui persiste encore après la vague de protestations de l'hiver 2012 /13, même si la situation est comparativement meilleure. Il n'y a pas de grand mouvement d'extrême droite à proprement parler. Le centre - gauche et les partis politiques de centre-droite, qui ont eu alternativement le pouvoir à plusieurs reprises, mais qui ont poursuivi des politiques économiques très similaires,

connaissent leurs plus bas niveaux de soutien. Les simples appels à l'unité nationale contre la politique actuelle sont progressivement remplacés par une compréhension commune que les raisons de l'état actuel doivent être recherchées à Bruxelles, Francfort ou Berlin. La critique du capitalisme et du néolibéralisme est devenue prédominante au sein même des médias traditionnels et du paysage public.

Cette situation comparativement meilleure n'aurait pas été possible sans un effort continu et intense d'intervention dans le débat public par divers groupes et individus, notamment le collectif des travailleurs et de l'Université de Punks (WPU).

La WPU, un projet d'éducation et de recherche, dirigé par un collectif d'étudiants, de jeunes chercheurs et de militants, a organisé des conférences publiques et d'accès libre, des discussions et des séminaires de lecture depuis 1998. Avec une décision prise au bon moment de consacrer son cycle 2011/12 de conférences hebdomadaires à la financiarisation et son cycle 2012/13 aux intégrations européennes, la portée principale de l'activité de la WPU a coïncidé avec le moment où l'ampleur et la durée de la crise économique sont devenues tout à fait évidentes dans Slovénie.

Comme ce fut aussi le moment où la WPU a obtenu des ressources, en lien avec la Gauche politique d'Europe, avec des contributions de la Fondation Rosa Luxemburg et de transform! Europe en particulier, il est devenu maintenant possible d'obtenir des aides diverses à travers l'Europe. Au cours de la dernière année, les contributions comme celles de Bellofiore, James Meadway, Angela Wigger, John Grahl, Joachim Becker et Michael Roberts, pour ne citer que les conférences tenues en anglais, ont été inestimables pour soutenir les efforts d'intervention de la WPU dans le débat public, en ayant un important effet en termes d'éducation et de légitimation. La conférence de Michael Roberts, qui a fait partie d'un événement majeur de deux jours, consacrée à la nouvelle édition de la traduction du premier volume du Capital de Marx, a remporté un succès particulier et a permis d'élaborer un projet directeur sur la façon d'articuler les efforts théoriques, politiques et universitaires vers des objectifs communs. Les conférences, qui ont reçu de nombreuses visites et une plus large diffusion grâce au portail web WPU, ont été complétées par plus de 200 nouveaux rapports documentés, des interviews et des articles dans les médias nationaux, associés à des membres ou invités du collectif WPU dans l'année écoulée, ainsi qu'une édition spéciale sur La double crise de l'intégration européenne dans le Journal de l'Histoire, anthropologie et littérature Borec.

Ce degré inédit d'intérêt public n'aurait jamais existé si les activités de la WPU étaient restées d'intérêt purement académique, ce qui avait été le cas pour la plus grande partie de son histoire. Au lieu de cela, les activités de la WPU au cours des dernières années ont toujours été considérées comme faisant partie intégrante d'un agenda politique manifeste, visant à lutter contre la politique d'austérité et à réhabiliter la politique de gauche. Cet effort a finalement été résumé sous le terme de socialisme démocratique par les membres du collectif WPU conjointement avec d'autres participants de la vague de protestations 2012/13. Bien que les manifestations aient largement été une affaire spontanée dans laquelle le bloc socialiste naissant ne représente qu'une petite partie, les années de formation organisationnelle, politique et théorique à travers la WPU ont payé. Contrairement à la plupart des groupes et des individus participant aux manifestations, l'idée du socialisme démocratique a réussi à survivre à la diminution de l'intérêt public dans le mouvement de protestation qui n'a jamais obtenu un but commun clairement affirmé derrière lequel se rallier.

Le socialisme démocratique a depuis gagné progressivement en importance, avec l'Initiative pour le socialisme démocratique officiellement lancée au milieu de l'année 2013 (voir le rapport de la WPU pour transform! May Day School 2013). Pour la première fois après plus

de 20 ans, le socialisme a fait son retour avec succès et de façon crédible dans l'imaginaire du public.

En 2014, les plans pour l'avenir sont ambitieux. La WPU, jusqu'à la fin de 2013, projet informel d'organisation non gouvernementale, a agrandi progressivement son cadre et a été repris par l'Institut d'études sociales, fondée par les membres du collectif WPU. Son cycle de conférences 2013/14, qui a débuté en novembre, est consacré au socialisme à la fois pour réhabiliter son passé et imaginer son avenir. En mars, une conférence sur la socialisation des banques est prévue en coopération avec les syndicats, alors qu'en mai se tiendra un autre projet traditionnel, le May Day School. Cette année, l'objectif est de revisiter la notion marxiste de classe et d'analyser les évolutions socio-économiques et politiques dans la région.

## **Espaces Marx et le Lem ont organisé une soirée débat**

### **La Gauche Européenne**

24 février 2014 à Paris

17.00: Les social-démocraties européennes avec Fabien Escalona et Mathieu Vieira:

Fabien Escalona est ATER et doctorant en science politique à l'IEP de Grenoble. Ses recherches portent sur les processus de reconversion des partis sociaux-démocrates, mais aussi sur les dissidents socialistes. Il a notamment publié l'essai "La social-démocratie, entre crises et mutations" /à la Fondation Jean Jaurès.

Mathieu Vieira est ATER à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille et docteur en science politique à l'Université libre de Bruxelles et membre du Centre d'étude de la vie politique. Il a co-dirigé, avec Jean-Michel De Waele, un ouvrage collectif : /Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?/ (Economica, 2012).

19.00: La gauche radicale européenne dans le temps long: les enjeux d'aujourd'hui à la lumière de l'histoire avec Gerassimos Moschonas :

Gerassimos Moschonas est Professeur en Analyse Politique Comparée au Département de Science Politique et d'Histoire de l'Université Panteion - Athènes. Actuellement professeur invité à l'Institut d'Etudes Européennes de Paris VIII. Il a notamment publié : In the Name of Social Democracy, The Great Transformation : 1945 to the Present, Verso, Londres, 2002 ; La social-démocratie, de 1945 à nos jours, Montchrestien, Paris, 1994. Actuellement, il travaille sur l'UE, les partis politiques et la gauche.

Accueil :

Espace Niemeyer

6 Avenue Mathurin Moreau

75019 Paris (M° Colonel Fabien)

Espaces-Marx: <http://www.espaces-marx.org/>

Lem: <http://lem.pcf.fr>



## **Conférence internationale**

### **La liberté d'information sous pression**

28 février 2014 au 01 mars 2014

Cet événement rassemblera plus de 30 intervenants internationaux (universitaires, professionnels des médias, des bibliothécaires, des experts de la culture ouverte et de l'espace public, des militants et des décideurs politiques) d'Autriche, de Bulgarie, d'Allemagne, de Grèce, d'Espagne, de Suède et du Royaume-Uni, et fera appel à une large discussion sur les enjeux de la liberté d'information à la lumière des récentes révélations concernant la surveillance, l'augmentation de la censure ainsi que les poursuites contre des médias, des journalistes et des lanceurs d'alerte en Europe et au-delà.

L'Université de Vienne, transform!at et l'Association des bibliothécaires critique (KRIBIB) vous invitent à la conférence internationale « La liberté d'information sous pression. Contrôle - Crise – Culture », qui aura lieu à Vienne les 28 février et 1er mars 2014. L'initiative est soutenue par le maire de Vienne ainsi que par un certain nombre d'organisations, comme l'Association des journalistes européens, le Centre pour la liberté des médias de l'Université de Sheffield, l'Institut international de la presse et l'Université de Westminster. Transform! europe est l'un des principaux soutiens.

#### **Cadre et thème de la conférence :**

Nous connaissons une augmentation générale de la censure à l'égard des médias et du journalisme en Europe, où la liberté d'information est sous pression. Dans la crise qui frappe un pays comme la Grèce, par exemple, les journalistes sont souvent menacés et poursuivis par les institutions et organismes publics et privés. Un cas célèbre est celui du service public de diffusion grec, ERT, qui a été brutalement arrêté par le gouvernement grec, avec le licenciement de près de 2600 salariés provoquant un tollé international. Un autre cas est celui du journaliste d'investigation, Kostas Vaxevanis, poursuivi pour avoir publié ce qu'on a appelé la « liste de Lagarde », qui contenait plus de 2.000 noms de Grecs, soupçonnés d'avoir des comptes bancaires en Suisse.

Le droit d'accès à l'information peut favoriser la participation civique et politique des citoyens en élevant leur niveau de confiance à l'égard des institutions politiques et il peut permettre de lutter contre des phénomènes tels que le lobbying et la corruption. Le libre accès à la connaissance publique et à la recherche universitaire est également crucial pour la formation continue du grand public et des professionnels, la promotion de la diversité culturelle et la préservation de la mémoire historique et collective. Mais les potentiels créés par l'accès à l'information et la connaissance du public sont entravés par divers obstacles, complexes, techniques et juridiques et leur succès dépend fortement de la volonté des gouvernements d'adopter des lois pour la transparence et l'accès à l'information, mais aussi de la capacité des citoyens à exiger ces conditions d'accès et à demander des comptes.

## **La conférence a pour objectif d'explorer les questions urgentes suivantes :**

Quel est l'état des médias et de la liberté de journalisme actuellement en Europe ? Quelles sont les différences et les similitudes entre les pays européens ? Quelle est la relation entre les politiques de sécurité et de liberté de la presse ? Que savons-nous sur la surveillance électronique et pourquoi menace-t-elle la démocratie ? Quelle est la relation entre la sécurité, la vie privée, la protection des données et la surveillance ? Comment pouvons-nous tirer profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, sans renoncer à des Libertés fondamentales, comme le droit à la vie privée ? Comment les droits des créateurs peuvent-ils être obtenus sans entraver le progrès et l'échange culturel et scientifique ? Quel est le rôle des chercheurs, des éditeurs, des bibliothèques et des archives dans la promotion d'une culture libre de l'information et de la connaissance ? Quel rôle peut jouer une production entre pairs basée sur les communs dans la réforme des lois en vigueur sur les droits d'auteur ? Que faut-il faire pour que les processus de prise de décisions et leurs résultats en matière de politique et d'administration soit plus transparent ? Quels sont les défis pour les décideurs politiques, les ONG et les défenseurs des droits numériques, de la vie privée, de la liberté d'information et du libre accès ? Quelles sont les stratégies technologiques, juridiques, éducatives et politiques pour la résistance au développement des sociétés de censure, de surveillance et de contrôle ?

Le comité d'organisation est intéressé par les débats au travers de panels dynamiques et par le dialogue et le développement de synergies après l'initiative. En ouvrant l'initiative au grand public, la conférence a pour objectif de stimuler le débat public et de proposer un nouvel agenda sur les questions concernant la liberté d'information pour les décideurs, les professionnels des médias, les organisations et les acteurs de la société civile.

### **Organisation :**

L'événement est public, ouvert à tous et gratuit mais l'inscription est indispensable. Si vous souhaitez participer, vous pouvez vous inscrire ici. Un déjeuner léger, du café et des rafraîchissements seront servis.

La langue officielle de la conférence sera l'anglais, l'interprétation simultanée depuis / et à d'autres langues sera organisée.

La conférence sera filmée et partagée en ligne ultérieurement. Elle sera également diffusée en direct.

Site officiel: <http://freedom-of-information.info/>

Lieu : Kuppelsaal de l'Université de Technologie de Vienne

Karlsplatz 13, 1040 Vienne, 4ème étage

### **Contact :**

Pour obtenir des renseignements en allemand: Peter Fleissner, Fleissner (at) arrakis.es

Pour obtenir des renseignements en anglais :

Dimitris Tsapogas : dimitrios.tsapogas (at) univie.ac.at



## **Conférence internationale**

### **Plus d'alternatives à la croissance**

15 mars 2014 à Copenhague

Transform! Danmark existe depuis environ deux ans et c'est la troisième conférence internationale organisée par le réseau, dans la poursuite de son travail pour contribuer à développer des alternatives à gauche.

La conférence de mars va prolonger le thème de la conférence l'année dernière, « Alternatives à la croissance ». La conférence 2013 s'est intéressée aux alternatives écologiques et équitables à la pensée économique environnementale dominante afin de favoriser la compréhension de la nécessité de briser la logique capitaliste néolibérale et promouvoir une transformation systémique.

Lors de la conférence de cette année, nous souhaitons présenter et discuter des réponses politiques et pratiques concrètes dans la perspective d'alternatives à la croissance. Nous mènerons une discussion sur l'écosocialisme, avec un accent particulier sur les questions alimentaires, la terre et l'eau.

Il peut encore y avoir des changements de programme.

Des informations plus détaillées concernant les conférenciers et leurs contributions sont à venir : [www.transformdanmark.dk](http://www.transformdanmark.dk)

Lieu : Lager, Post og Service ; Peter Ipsens Alle 27 ; 2400 Copenhague NV

Inscription jusqu'au 10 mars par e-mail : [transform.denmark \(at\) gmail.com](mailto:transform.denmark@gmail.com)

Frais de participation : 100 DKK (payés à l'entrée)

[www.transformdanmark.dk](http://www.transformdanmark.dk)

Langue de la conférence : Anglais

Lieu :

Lager, Post og Service

Peter Ipsens Alle 27

2400 Copenhagen NV

Inscription jusqu'au 10 mars par email: [transform.denmark@gmail.com](mailto:transform.denmark@gmail.com)

(Pouvez-vous préciser si vous avez un régime alimentaire particulier)

Participation : 100 DKK (pour couvrir les frais de repas – payé en cash à l'entrée)

[www.transformdanmark.dk](http://www.transformdanmark.dk)

Langue de la conférence : Anglais

### **Programme**

9:30 Enregistrement

10:00-10:15 Bienvenue

10:15-11:00 Walden Bello, membre de la Chambre des représentants des Philippines (en lien avec l'atelier de l'après-midi sur les alternatives à la mauvaise utilisation des terres, de l'eau et de la nature)

11:00-11:45 Anabela Lemos, JA! Justiça Ambiental/FOE Mozambique ( en lien avec l'atelier de l'après-midi sur les questions d'utilisation des terres, la réforme agraire et l'accaparement des terres)

11:45-12:30 Tom Kuchartz, Ecologistas en Acción, Espagne (en lien avec l'atelier de l'après-midi sur le libre-échange comme force destructrice face aux alternatives à la croissance)

12 heures 30-13h30 déjeuner

13:30-14:30 Ateliers parallèles :

Alternatives à la mauvaise utilisation des terres, de l'eau et de la nature

Questions de l'utilisation des terres, l'accaparement des terres et la réforme agraire

Le libre-échange comme force destructrice face aux alternatives à la croissance

14h30-15h00 Pause café

15h00-16h00 Des responsables politiques ayant de l'expérience dans le domaine de l'intégration socio-environnementale proposent des solutions politiques concrètes :

Corinne Morel Darleux, conseillère régionale et secrétaire à l'environnement, Parti de Gauche, France

Trine Henriksen, Alliance rouge-verte, Danemark

Maria Gjerding, Alliance rouge-verte, Danemark

Ayfer Baykal, le Parti populaire socialiste, le Danemark (à confirmer)

16h00-16h15 : Pause café

16:15-18:00 Panel, discussion et court tour d'horizon

**Disponible maintenant : Edition imprimée de l'EuroMémo 2014**

## **L'approfondissement des divisions en Europe et le besoin d'une alternative radicale aux politiques de l'UE**

Comme l'an dernier, transform! Europe s'est chargé de la production des versions imprimées de l'EuroMémo en anglais, allemand, français et grec.

Nous espérons non seulement apporter une contribution utile au débat européen sur les alternatives sociales, économiques et écologiques, mais aussi aider à l'élaboration d'un vaste mouvement politique pour une autre Europe et un changement du rapport de force en sa faveur.

L'EuroMemorandum est édité par le groupe économistes européens pour une politique économique alternative (groupe EuroMemo) et est soutenu par plus de 300 économistes.

La version française paraîtra fin mars dans la collection Enjeux et débats d'Espaces Marx aux éditions du Croquant. Pour la commander, écrire à [espaces\\_Marx@internatif.org](mailto:espaces_Marx@internatif.org) (Espaces Marx)

La version anglaise est d'ores et déjà en ligne sur : <http://transform-network.net/fr/publications/publications-2014/news/detail/Publications/the-deepening-divisions-in-europe-and-the-need-for-a-radical-alternative-to-eu-policies-1.html>

## Éditorial

2014 sera une année cruciale pour le développement de l'Union européenne. Les élections au Parlement européen en mai permettront aux peuples européens de donner leur avis sur les politiques mises en œuvre par l'Union européenne pour réagir à la crise.

Ce que reflètent les chiffres objectifs est très clair et ne peut pas se tromper : les politiques d'austérité inspirées par une approche néo-classique ont donné lieu à une polarisation sociale exacerbée en Europe, au sein des sociétés et entre les Etats. En Europe, non seulement le nombre de personnes au chômage est en forte hausse, mais la pauvreté et l'insécurité se répandent également et le fossé se creuse davantage entre les pauvres et les riches. C'est aussi une Europe où existe une hiérarchie inacceptable entre les Etats membres de l'Union européenne. Dans le sud de l'Europe, la crise a eu des effets particulièrement drastiques, mettant des sociétés au bord d'une catastrophe humanitaire.

Une Europe déformée par cette scandaleuse inégalité sociale et cette distribution asymétrique ne peut pas fonctionner.

On peut constater les conséquences politiques de ces évolutions dans tous les pays, en dépit des formes différentes qu'elles prennent : l'augmentation du niveau de déception vis-à-vis du processus d'intégration européenne s'accompagne d'un ébranlement de la confiance dans la démocratie en général et dans sa capacité à garantir le contrôle social des processus économiques.

L'Europe se trouve donc à un carrefour. Ce que nous voyons aujourd'hui est une crise de confiance entre les principaux secteurs de la population et les institutions. Mettre fin à l'intégration européenne ne signifierait pas seulement l'abandon de l'idée qu'il existe une issue, mais aussi le danger de rivalités nationalistes exacerbées renouvelées. 100 ans après le déclenchement de la première guerre mondiale, le retour à l'état d'esprit qui existait à cette époque est loin d'être anodin.

L'intégration européenne et les politiques des gouvernements des États membres exigent un changement d'orientation en donnant la priorité à la démocratie et aux questions sociales telles qu'elles sont présentées dans l'EuroMemorandum 2014, disponible dès maintenant (...).

Walter Baier

Coordonnateur de transform! Europe  
janvier 2014